



**DIRECTION DE LA CONJONCTURE  
ET DE LA PREVISION  
ECONOMIQUES**

**REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE**

# **EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2012**

*BP 650 Abidjan 04  
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9<sup>ème</sup> étage  
Tél : +225 - 20 20 09 58  
+225 - 20 22 76 50  
Fax : +225 - 20 22 54 55*

## EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2012 [SYNTHESE]

Au terme du premier semestre 2012, **l'environnement international** est marqué par une aggravation des tensions sur les marchés financiers, provoquée par l'incertitude politique et financière en Grèce, les problèmes du secteur bancaire en Espagne et les doutes sur la capacité des Gouvernements à mettre en œuvre les ajustements budgétaires et les réformes nécessaires. L'amélioration très peu vigoureuse des perspectives économiques mondiales au premier trimestre a montré des signes de faiblesse au deuxième trimestre 2012. Ainsi, la croissance mondiale a été revue à 3,5% en 2012, contre 3,6% projetée au premier trimestre. Toutefois, l'atteinte de ce nouvel objectif de 3,5% suppose l'assouplissement de la politique économique dans les pays émergents et l'amélioration progressive de la situation financière des pays de la zone Euro. Du fait des risques persistants, le FMI conseille le renforcement de l'Union Européenne par la mise en place d'une union bancaire et monétaire. Cette dernière permettra de briser le cercle vicieux entre les Etats et les banques, de réduire les risques de contagion, de freiner la baisse de la confiance des ménages et d'abaisser les coûts d'emprunts pour les pays de la zone Euro, confrontés à une forte pression du marché.

Ce ralentissement de l'économie mondiale découlerait d'une dégradation de la situation dans la zone euro, qui enregistrerait un repli d'activité de 0,1% au deuxième trimestre après une stagnation au premier. Aux Etats-Unis, elle serait moins vigoureuse, en raison des conséquences d'un hiver exceptionnellement doux (moins de consommation d'électricité et de fuel) et des effets de la crise en Europe, pendant qu'au Japon, elle continuerait de croître (+0,4%) au deuxième trimestre 2012. Au total, dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre 1,4% en 2012. Par ailleurs, la croissance a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde en lien avec une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque et l'incertitude entourant la croissance mondiale. A cet effet, la croissance des pays émergents ralentira à 5,6% en 2012 contre 5,7% initialement.

Sur **les marchés des matières premières**, les cours du pétrole brut suivent une tendance baissière depuis le mois d'avril 2012. Ils passent de 122,9 dollars le baril à fin mars 2012 à 97,56 dollars à fin juin 2012. Ceux du cacao ressortent à 2 264,2 dollars la tonne<sup>1</sup> à fin juin 2012, en recul de 24,9% par rapport à juin 2011, alors que les cours du café se bonifient.

**Du côté du marché des changes**, l'euro continue de se déprécier par rapport au dollar américain, le taux de change euro-dollar est ainsi passé de 1,31 à 1,27 entre le premier et le deuxième trimestre 2012.

**Au plan national**, le rebond de l'activité, par rapport à l'année 2011 se poursuit, soutenu par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. L'amélioration de la situation économique se traduit par l'optimisme de la majorité des entreprises (90%) adhérentes à la CGECI<sup>2</sup> qui anticipent un redressement de leurs activités en 2012.

**L'agriculture d'exportation** maintient à fin juin 2012 son évolution contrastée observée depuis le début de l'année. Les productions de cacao (-11,0%) et de caoutchouc (-12,1%), ressortent en baisse. A l'inverse, le coton (+43,6%) ; le sucre (+3,1%) ; la banane (+11,2%) ; l'ananas (+3,6%) ; l'anacarde (+153,7%) et le café (118 034,0 tonnes contre 17 242 tonnes récoltées à la même période de 2011) à fin juin 2012, ainsi que l'huile de palme (+7,8% à fin mai 2012), enregistrent une hausse de leur production. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, le bon entretien des parcelles et une pluviométrie adéquate. S'agissant du café et de l'anacarde, les fortes hausses se justifient par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise. Par ailleurs, la filière l'anacarde est confrontée à la fuite de la production vers le Ghana en liaison avec la différence des prix pratiqués et la proximité des zones de production avec le Ghana.

Concernant le cacao, le repli est le fait du retour au niveau moyen de production, suite à l'envolée des récoltes observée en 2011, du fait des conditions climatiques exceptionnellement favorables.

Le **secteur minier** à fin juin 2012, l'or (+19,0% ; 6 641,9 kilogrammes) et le gaz (+10,3% ; 29 979 700 MMBTU) sont toujours en hausse. Le dynamisme de l'or est attribuable à la pleine activité de la mine de Tongon tandis que le gaz bénéficie de l'effet de rebond, après le repli d'activité observé au cours des premiers mois de l'année 2011. En revanche, l'extraction pétrolière se contracte (-9,0% ; 5 662 700 barils), en raison du déclin des champs pétroliers (CI 11, CI 26 et CI 40) et du report des investissements prévus en 2011.

Au terme des cinq premiers mois de l'année 2012, l'indice moyen de la **production industrielle** rebondit de 34,6%, soutenu par la reprise de la consommation

<sup>1</sup> Source Organisation International du Cacao (ICCO)

<sup>2</sup> Enquête réalisé au terme du 1<sup>er</sup> trimestre par la Confédération Générale de Entreprises de Côte d'Ivoire

intérieure et des exportations. Ce dynamisme provient des branches « Agroalimentaire » (+47,8%), « Chimie » (+123,4%), « Textile et chaussures » (+92,7%), « Automobile mécanique » (+68,5%), « Energie électrique, Eau » (+16,5%), « Matériaux de construction » (+102,2%) et du BTP (+183,0%). L'extraction minière progresse faiblement (0,3%), tandis que les « Industries diverses » (-8,4%) accusent une baisse d'activité.

Par rapport à fin mai 2010, l'indice d'ensemble de la production industrielle enregistre une croissance de 5,4% et l'indice hors extraction croît de 11,7%.

A fin juin 2012, les **énergies commerciales** évoluent favorablement. La production de **produits pétroliers** atteint 1 295 213 tonnes, après 610 691 tonnes réalisées à fin juin 2011. Cette reprise est confirmée par la hausse de 15,0% enregistrée par rapport au niveau de production à fin juin 2010. L'activité de raffinage tire avantage, à la fois, de la reprise de la consommation intérieure (+102,6%) avec 705 500 tonnes et du rebond des exportations (+98,1) amorcé au mois d'avril 2012, en liaison avec l'amélioration des marges de raffinage internationales.

Du côté de l'**électricité**, la production affiche une hausse de 16,0%, liée au dynamisme de la source thermique (+33,4%) et qui compense la contraction de la production de source hydraulique (-23,2%). La consommation croît de 23,8%, grâce aussi bien à la basse tension (+11,2%) qu'à la moyenne et haute tension (+40,8%), confirmant la relance de l'activité industrielle.

Les **activités du tertiaire** poursuivent leur dynamisme compte tenu de l'amélioration de la situation sécuritaire et du climat des affaires. En effet, les **ventes de détail** à fin juin 2012, progressent de 45,7% par rapport à fin juin 2011 et de 22,6% par rapport à la même période de 2010. Dans la **branche transport**, le trafic aérien de voyageurs croît de 80,0% à fin juin 2012, tiré par l'ensemble de ses postes à l'exception du fret aérien, qui recule de 32,4%. L'activité maritime, à fin mai 2012, enregistre une augmentation du trafic global de marchandises qui se situe à 9 501 tonnes contre 4 987 tonnes à fin mai 2011. En ce qui concerne le transbordement, il est enregistré une hausse de 117,7% par rapport à fin mai 2011, mais par rapport à la même période de 2010, il y a un recul de 12,5%.

**En moyenne** sur le premier semestre 2012, les **prix à la consommation** ressortent en quasi-stabilité (+0,1%), grâce à la normalisation des circuits de distribution et les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie.

**L'inflation en glissement annuel ressort à 1,0% au mois de juin 2012.** Cette évolution provient notamment des postes « logement, eau, gaz et autres combustibles » (+3,0%); « meubles, articles de ménages et entretien courant » (+3,4%) et « restaurant et hôtel » (+3,7%),

tandis que les prix des produits de certains postes parmi lesquels figurent les « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-1,4%) et les « communications » (-4,1%), baissent. L'indice des prix hors alimentation ressort en hausse de 1,4%.

Au terme du premier semestre 2012, les **échanges extérieurs** enregistrent une progression en valeur des exportations (+15,5%) et des importations (+137,3%), reflétant la relance de l'activité économique. La hausse des exportations est attribuable surtout aux produits transformés (+33,6%). Par contre les produits primaires exportés enregistrent une baisse de 0,5%, du fait surtout du cacao fève (-17,2%) et du pétrole brut (-5,6%). Au niveau des importations, le dynamisme se traduit dans l'ensemble de ses composantes. Il en ressort un excédent commercial de 349,2 milliards, contre 1 362,4 milliards en 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 6,1% et 4,1%, induisant une dégradation des termes de l'échange de 2,2%. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 115%, en recul de 120,8 points de pourcentage, reflétant la situation particulière de 2011.

A fin juin 2012, la **situation monétaire**, par rapport à fin décembre 2011, est caractérisée par une baisse de 78,3 milliards (-1,7%) de la masse monétaire découlant du repli des avoirs extérieurs nets de 281,5 milliards (-15,5%). Le crédit intérieur net se redresse de 204,5 milliards (+7,1%). Il bénéficie d'une part, de l'augmentation de la Position Nette du Gouvernement de 120,2 milliards (+14,6%) liée à l'émission de titres publics et d'autre part, de l'accroissement du crédit à l'économie de 84,2 milliards (+4,1%) traduisant le soutien du secteur bancaire à la relance économique.

Enfin, l'**activité boursière**, à fin juin 2012, ressort en hausse sur l'ensemble de ses compartiments par rapport à au mois précédent. Ainsi, l'indice BRVM 10 a progressé de 2,7% pour s'établir à 169,72 points, pendant que la BRVM composite ressort à 148,18 points, soit une augmentation de 2,5%. La capitalisation croît de 2,2% pour s'afficher 4 190,0 milliards.

**Au total**, les six premiers mois de l'année 2012 sont marqués par une évolution favorable de l'activité économique nationale, portée par les mesures de relance mise en œuvre par le Gouvernement.

Les secteurs secondaire et tertiaire, profondément impactés par la crise postélectorale en 2011, ont repris et enregistrent une hausse d'activité par rapport à fin juin 2010.

Quant au secteur primaire, il se maintient en dépit de la contraction des productions cacaoyère (-11,0%) et pétrolière (-9,0%) qui restent en ligne avec les replis respectifs prévus dans le cadrage macroéconomique pour l'année 2012.

Les réalisations à fin juin confortent la prévision du taux de croissance de 8,1% pour l'année 2012.

# EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN JUIN 2012

## I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Au terme du premier semestre 2012, l'**environnement international** est marqué par une aggravation des tensions sur les marchés financiers, provoquée par l'incertitude politique et financière en Grèce, les problèmes du secteur bancaire en Espagne et les doutes des Gouvernements à mettre en œuvre leur ajustement budgétaire nécessaire et les réformes. L'amélioration très peu vigoureuse des perspectives économiques mondiales au premier trimestre a montré des signes de faiblesse au deuxième trimestre 2012. Ainsi, la croissance mondiale a été revue à 3,5% en 2012, contre 3,6% projeté au premier trimestre. Toutefois, l'atteinte de ce nouvel objectif suppose l'assouplissement de la politique économique dans les pays émergents et l'amélioration progressive de la situation financière des pays de la zone Euro. Du fait des risques persistants, le FMI conseille le renforcement de l'Union Européenne par la mise en place d'une union bancaire et monétaire. Cette dernière permettra de briser le cercle vicieux entre les Etats et les banques, de réduire les risques de contagion, de freiner la baisse de la confiance des ménages et d'abaisser les coûts d'emprunts pour les pays de la zone Euro confrontés à une forte pression du marché.

Ce ralentissement découlerait d'une dégradation de la situation dans la zone euro, qui enregistrerait un repli d'activité de 0,1% au deuxième trimestre après une stagnation au premier. Aux Etats-Unis, elle serait moins vigoureuse en raison des conséquences d'un hiver exceptionnellement doux (moins consommation d'électricité et de fuel) et des effets de la crise en Europe, pendant qu'au Japon, elle continuerait de croître (+0,4%) au deuxième trimestre 2012. Au total, dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre 1,4% en 2012. Par contre la croissance a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde en lien avec une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque et l'incertitude entourant la croissance mondiale. A cet effet, la croissance des pays émergents ralentira à 5,6% en 2012 contre 5,7% initialement.

Sur **les marchés des matières premières**, les cours du pétrole brut suivent une tendance baissière depuis le mois d'avril 2012. Ils passent de 122,9 dollars le baril à fin mars 2012 à 97,56 dollars à fin juin 2012. Ceux du cacao ressortent à 2 264,2 dollars la tonne à fin juin 2012, en retrait de 24,9% par rapport à juin 2011, alors que les cours du café se comportent bien. Cette situation entraîne une contraction des prix aux producteurs (665 FCFA/kg) respectivement de 15,2% et 33,5% par rapport au prix de la même période de 2011 et au prix de référence. Quant au café, son prix local (527 FCFA /kg) est en hausse de 36,9% par rapport à 2011, mais reste en deçà du prix indicatif de 550 F/kg.

**Du côté du marché des changes**, l'euro continue de se déprécier par rapport au dollar américain, le taux de change euro-dollar est ainsi passé de 1,31 à 1,27 entre le premier et le deuxième trimestre 2012.

## II. LA CONJONCTURE NATIONALE

**Au plan national**, le rebond de l'activité, par rapport à l'année 2011 se poursuit, soutenu par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. L'amélioration de la situation économique se traduit par l'optimisme de la majorité des entreprises (90%)

adhérentes à la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) qui anticipent un redressement de la situation économique de leur secteur d'activité en 2012.

## 1. La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole à fin juin 2012, excepté le cacao (562 302 tonnes, -11,0%) et le caoutchouc (81 224,1 ; -12,1%) qui enregistrent des baisses de la production, les autres cultures évoluent favorablement. Il s'agit du coton (204 358,4 tonnes, +43,6%) ; de la banane (184 470,6 tonnes, +11,2%) ; de l'ananas (42 839,3 tonnes, +3,6%) ; du café (118 034 tonnes à fin juin contre 17 242 tonnes récoltées à la même période de 2011), du sucre<sup>3</sup> (138 359,2 tonnes ; +3,1%) et de l'anacarde (243 474,0 tonnes contre 142 276,0 tonnes à fin juin 2011) ainsi que de l'huile de palme (232 463,4 tonnes à fin mai 2012, +7,8).

Toutes ces cultures bénéficient de meilleur entretien des parcelles en lien avec le retour des exploitants en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire et, pour certaines, des investissements réalisés, à la base de l'amélioration des rendements des surfaces cultivées.

Le bon résultat du coton graine se justifie principalement par l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais) d'environ 7 milliards de francs CFA en 2012.

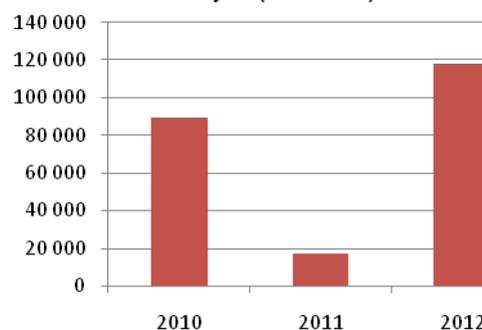
Le sucre tire avantage d'une part, du changement progressif des variétés de cannes vieillissantes par des variétés plus riches en teneur de sucre et d'autre part, des conditions climatiques favorables (bon ensoleillement et bonne pluviosité).

En dépit de la forte progression de l'anacarde, liée à la non commercialisation pendant la période de crise postélectorale en 2011, le secteur est confronté aux sorties frauduleuses de la récolte vers le Ghana. La production étant captée à travers les exportations, l'ampleur de ce phénomène transparaît dans sa chute de 21,6% par rapport à fin juin 2010. Ces sorties s'expliquent par le prix au producteur plus avantageux au Ghana et la présence effective des acheteurs ghanéens sur le terrain.

Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que la période de comparaison de 2011 a connu une forte perturbation des opérations de commercialisation, en raison de la poussée de l'insécurité et de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également l'amélioration du prix au producteur de 23,7% au cours de la période sous revue.

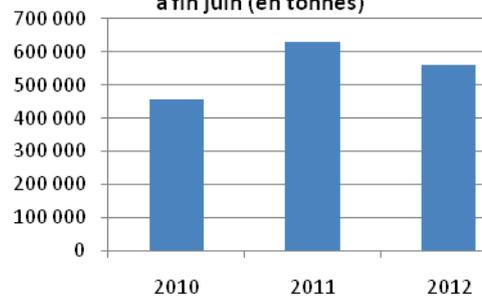
L'augmentation de la production d'huile de palme à fin mai 2012 est liée à l'accroissement des surfaces en production, les taux d'extraction d'huile ayant légèrement reculé (23,32% contre 23,79% à fin mai 2011).

**Graph 1: Evolution de la production de café à fin juin (en tonnes)**



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC)

**Graph 2: Evolution de la production de cacao à fin juin (en tonnes)**



Source: CGFCC

<sup>3</sup> Les données du sucre sont à fin mars 2012.

Du côté des spéculations en baisse de production, le cacao retrouve son niveau moyen de réalisation, suite à l'envolée des récoltes observée en 2011 du fait des conditions climatiques exceptionnellement favorables en 2011. Par ailleurs, la filière cacaoyère souffre du vieillissement des vergers et enregistre une altération de la qualité des fèves, à l'origine de la baisse de 12,9% en moyenne, du prix aux producteurs au cours des six premiers mois de 2012. Malgré la contreperformance par rapport à 2011, la production cacaoyère enregistre un accroissement de 22,9% par rapport à la même période de 2010 et se situe à 562 302,0 tonnes à fin juin 2012.

## 2. La production minière

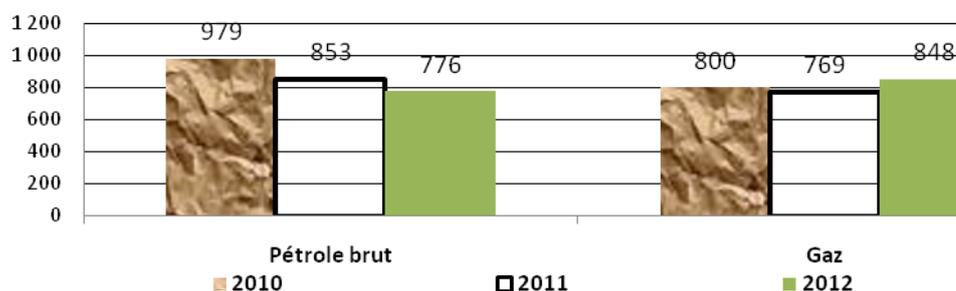
Dans le domaine minier à fin juin 2012, les productions d'or et de gaz naturel se maintiennent en hausse tandis que l'extraction pétrolière recule.

La production **aurifère** continue de croître sous l'effet de la pleine activité de la mine de Tongon. Elle progresse de 19,0% pour se situer à 6 642 kilogrammes.

L'extraction de gaz s'affiche à 29 979 700 MMBTU (848,4 m<sup>3</sup>), en augmentation de 10,3%. Elle bénéficie de l'effet du rattrapage suite à la contraction d'activité observée au cours des premiers mois de l'année 2011.

S'agissant de la production de pétrole brut, elle baisse de 9,0 pour se situer à 5 662 689 barils, en liaison avec les baisses de la production sur les permis CI 11 (-6,65%), CI 26 (-11,7%) et CI 40 (-7,5%) du fait du déclin naturel des champs pétroliers et du report des investissements prévus en 2011.

**Graph 3: Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m<sup>3</sup>) à fin juin**



Source: Petroci

## 3. La production industrielle

A fin mai 2012, la production industrielle enregistre un rebond de 34,6%, par rapport à la même période de 2011 marquée par une baisse d'activité liée à la crise postélectorale. Cette évolution favorable est soutenue par la reprise de la consommation intérieure et des exportations. Elle se ressent au niveau des branches « Agro-alimentaires » (+47,8%); « Textile et Chaussure » (+92,7%); « Chimie » (+123,4%); « Matériaux de construction » (+102,2%); « Automobile, mécanique » (+68,5%), « Energie électrique, eau » (+16,5%) et de l'indicateur avancé des BTP (+183,0%).

Les industries agroalimentaires bénéficient de la bonne tenue des sous branches « Produits du travail des grains et farines » (+31,6%); « Conserves et préparations alimentaires » (+69,2%); « Boissons et glace alimentaires » (+65,0%) et « Corps gras alimentaires » (+93,5%).

La branche « Chimie » tire avantage de la résolution des difficultés de financement de la SIR, au niveau du poste « Produits dérivés du pétrole » (+164,0%). En outre, ses autres composantes, à savoir « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+233,5%) et « Produits chimiques » (+19,1%) enregistrent des hausses de la production.

La branche « Textile et chaussure » est favorisée par la reprise de l'activité d'égrenage en liaison avec la hausse de la production de coton

La branche « Automobile mécanique » s'inscrit dans la dynamique de la reprise du transport terrestre, en liaison avec l'évolution favorable des activités primaire et secondaire ainsi que l'amélioration progressive de la situation sécuritaire.

La hausse d'activité de la branche « Energie électrique, Eau » est attribuable à la fois à l'augmentation de la production électrique (+16%) induit par la reprise économique et à l'amélioration de la fourniture des ménages en eau potable du fait des nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

L'indicateur avancé des BTP progresse de 183,0% grâce aux constructions immobilières et aux investissements publics concernant la réhabilitation des universités ; des résidences universitaires et de la voirie.

L'embellie dans le BTP s'explique par la reprise des investissements dans l'immobilier et dans le secteur public en liaison avec la reprise des grands travaux publics, et la vigueur de la demande nationale en ciment, au regard de l'augmentation des volumes importés de clinker (+92,7% en volume à fin juin 2012) et des exportations de ciment en baisse (-36,0%).

Le dynamisme de l'activité industrielle hors extraction à fin mai 2012 est attesté par sa croissance de 11,7% par rapport aux cinq premiers mois de 2010. Cette évolution se ressent, aussi bien dans le secteur manufacturier (+7,6%) qu'au niveau des BTP (+23,2%).

#### **4. La production et la consommation d'énergies commerciales**

Au terme du premier semestre 2012, les énergies commerciales s'inscrivent en hausse, soutenues par le rebond de la demande intérieure ainsi que par l'amélioration des marges de raffinage internationales concernant les produits pétroliers.

La production de **produits pétroliers** se situe à 1 295 213 tonnes, soit plus du double de la réalisation de 610 691 tonnes à fin juin 2011. Ce dynamisme est confirmé par la progression de 15,0% enregistrée par rapport à fin juin 2010. L'activité de raffinage bénéficie de la relance de la consommation intérieure et des exportations. En liaison avec la reprise du transport, les ventes intérieures de produits pétroliers s'affichent à 728 127 tonnes contre 359 412 tonnes à la même période de 2011. Quant aux exportations, elles sont favorisées par l'amélioration des marges de raffinage internationales liée au recul des cours du pétrole brut depuis le mois d'avril 2012. Elles augmentent de 98,1% pour se situer à 592 413 tonnes mais reste en retrait de 12,6% par rapport à juin 2010. Au total, les ventes de produits pétroliers doublent pour atteindre 1 320 540 tonnes, en hausse de 9,2% par rapport aux réalisations de la même période de 2010. Malgré l'accroissement de son activité, la Société Ivoirienne de Raffinage continue de rencontrer des difficultés de financement. En effet, la titrisation de sa créance sur l'Etat n'est toujours pas effective.

Concernant **l'électricité**, la production croît de 16% grâce au dynamisme de la production de source thermique (+33,4%) qui contrebalance la chute d'activité enregistrée au niveau de la production de source hydraulique (-23,2%). La contreperformance de la source hydraulique est imputable au déficit en eau des barrages hydroélectriques. Du côté de la consommation

intérieure d'électricité, une hausse de 23,8% est observée, soutenue principalement par la reprise de la haute et moyenne tension (+40,8%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle. La consommation de basse tension ressort également en hausse de 11,2%.

La vigueur de la demande intérieure ne favorise pas les exportations qui reculent de 48,6% pour un niveau de 150 Gwh.

Dans l'ensemble, les ventes d'électricité s'établissent à 2393Gwh, en hausse respectivement de 13,8% et 17,6% par rapport à juin 2012 et 2011.

## 5. Les activités tertiaires

Les activités du tertiaire continuent de bénéficier du dynamisme du commerce de détail et du trafic maritime, en liaison avec l'amélioration du climat des affaires.

**L'activité commerciale**, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, progresse de 45,7% en termes nominaux, par rapport à fin juin 2011 et de 22,6% par rapport à la même période de 2010. Il est important de rappeler que l'année 2011 a été marquée par la crise post-électorale. Cependant, depuis le mois de mai 2011, grâce aux mesures prises par le Gouvernement, notamment la restauration de la capacité de l'Administration, le soutien au secteur privé et le renforcement de la sécurité, il est noté un redressement des activités dans la plupart des secteurs productifs. Cette évolution favorable est attribuable au flux des ventes de la quasi-majorité des postes, soutenue par le regain de confiance des opérateurs économiques.

Par rapport au niveau de l'activité à fin juin 2010, le commerce de détail enregistre une hausse de 22,6% à fin juin 2012, dénotant de la bonne tenue des activités tertiaires.

En terme réel, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 45,6% par rapport à fin juin 2011, le niveau général des prix s'étant relevé de 0,1%.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 20,5% par rapport à fin juin 2011.

Dans la **branche transport**, à fin juin 2012, *le secteur aérien* poursuit sa tendance haussière par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Le nombre total de voyageurs rebondit de 80,0%, soutenu par le segment « Arrivée » (+83,2%) qui confirme l'amélioration de la situation sécuritaire. Le segment « Départ » progresse également de 77,0%, montrant la reprise effective des activités aéroportuaires. De même, le « transit direct » s'améliore de +81,6%. En revanche, le « fret aérien » affiche une baisse de 32,4% par rapport à fin juin 2011.

**L'activité maritime**, à fin mai 2012, bénéficie de l'amélioration de la situation sociopolitique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une hausse des escales de navires (+97,3%). Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui atteint 9 501 tonnes contre 4 987 tonnes un an plus tôt. Par rapport à fin mai 2011, le trafic maritime est tiré à la fois par les importations (+117,8%) et les exportations (+67,1%). En ce qui concerne le transbordement, il est enregistré une hausse de 117,7% par rapport à fin mai 2011, mais par rapport à la même période de 2010, il y a un recul de 12,5%, ce qui prouve que les autorités portuaires doivent travailler dans ce sens en vue de relancer définitivement les activités portuaires dans ses compartiments.

## 6. Les prix à la consommation

A fin juin 2012, l'inflation est contenue mais les prix à la consommation restent à des niveaux encore élevés, après les tensions inflationnistes observées à la même période de 2011.

*Au mois de juin 2012, l'inflation ressort à 1,0%, en glissement annuel*, en liaison avec le renchérissement des produits des postes « Restaurants et hôtels » (+3,7%) ; « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+3,4%) ; « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,0%) ; « Loisirs et culture » (+1,9%) ; « Articles d'habillement et chaussures » (+1,8%) ; « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,1%).

La hausse des prix des services des postes « Restaurants et hôtels » est imputable aussi bien aux services de restauration (+3,7%) qu'aux services d'hébergement (+8,9%).

Le poste « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » subit le relèvement des loyers effectifs (+6,9%) et des services d'entretien et de réparation des logements (+3,9%).

En dépit des actions de lutte contre la cherté de la vie, les prix des produits alimentaires connaissent une légère hausse provenant des « Tubercules et plantains » (+7,5%) ; « Céréales non transformés » (+3,7%) et « Viandes » (+6,6%).

Cependant, ces hausses de prix sont amoindries par le fléchissement de ceux des produits des postes « Communication » (-4,1%), « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-1,4%), « Transport » (-0,3%) et « Santé » (-0,9%).

Les produits du poste « Communication » continuent de voir leur prix reculer sous l'effet de la baisse des prix des services de « Téléphonie et de télécopie » (-3,0%) et des « Matériel de téléphonie et de télécopie » (-15,3%) liée respectivement à l'accroissement de la concurrence et la multiplication des points de ventes de matériel de téléphonie.

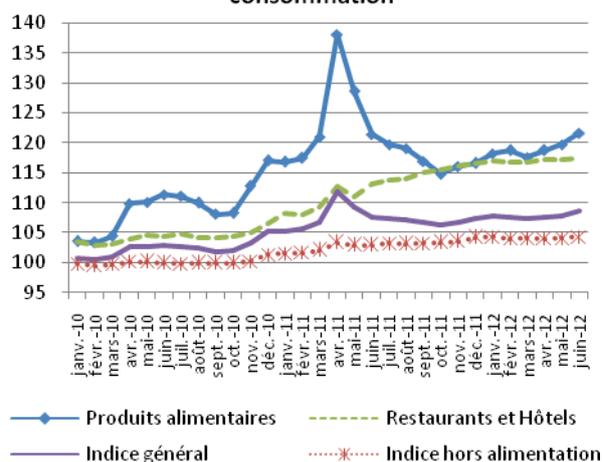
Le fléchissement des prix des produits du poste « Transport » provient des « Services de transport » (-1,0%) qui tire avantage de l'amélioration de la fluidité routière induit par la réduction du nombre de barrages routiers. En effet, les faux frais au niveau des nombreux barrages routiers grevaient le coût du transport.

La baisse des prix de « Santé » tient de ceux des « Produits, appareils et matériels médicaux » (-4,9%) et des « Services ambulatoires » (-0,9%).

Dans l'ensemble, l'indice des prix hors alimentation ressort en hausse de 1,4%.

*En moyenne sur le premier semestre 2012*, l'inflation s'affiche à 0,1%, en raison de l'augmentation des prix des « Articles d'habillement et chaussure » (+2,0%), « Logement, eau, électricité et autres combustibles » (+1,1%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+6,7%), « Restaurants et hôtels » (+6,0%) et « Loisirs et culture » (+1,5%), « Enseignement » (+0,2%) et « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+0,1%).

Graph 4: Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source: Institut National de la Statistique

Les postes restants enregistre une baisse des prix des produits principalement les « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (-3,9%) ; « Communication » (-5,5%).

**Par rapport au début de l'année**, les prix à la consommation croissent de 1,2%, du fait du regain des prix des produits alimentaires (+4,3%) lié notamment à la raréfaction saisonnière de certaines denrées.

## 7. Les échanges extérieurs

Au premier semestre 2012, l'évolution des échanges extérieurs se ressent de l'embargo de 2011, qui a contracté l'activité sur les quatre premiers mois de l'année. Les exportations en valeur progressent de 15,5% et les importations doublent par rapport à la même période de 2011. Ce dynamisme des échanges avec l'extérieur est confirmé par la hausse des exportations et importations en valeur de 5,2% et 26,1% respectivement par rapport aux réalisations à fin juin 2010.

La croissance des exportations en valeur est attribuable aux produits transformés (+33,6%) tandis que les produits primaires baissent de 0,5%. Cette baisse provient du cacao fève (-17,2%) sous l'effet du fléchissement des prix (-21,9%) et du pétrole brut (-5,6%) en raison de la contraction du volume exporté (-22,4%).

Du côté des importations, la progression en valeur concerne toutes les composantes, à savoir les biens de consommation (+85,2%), les biens intermédiaires (+141,0%) et d'équipement (+342,4%). Ces évolutions confirment la reprise de la consommation et le regain de l'activité industrielle.

Il résulte de ces évolutions un excédent commercial de 349,2 milliards, en baisse toutefois de 74,4% par rapport à l'excédent réalisé à fin juin 2011. Cette contraction se justifie par l'accélération des importations. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 115%, en baisse de 120,8 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente, reflétant la situation particulière de 2011.

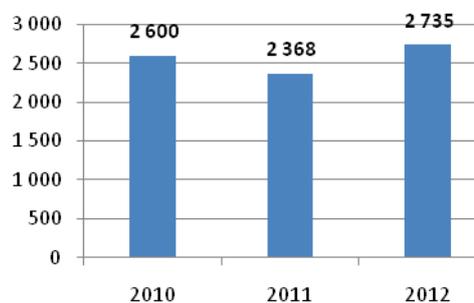
Par ailleurs, il est noté une chute des prix à l'exportation et à l'importation de 6,1% 4,1% respectivement, induisant une dégradation de 2,2% des termes de l'échange.

## 8. La situation monétaire

A fin juin 2012, le profil des agrégats monétaires par rapport à fin décembre 2011, fait état d'une baisse de la masse monétaire (-1,7% ; -78,3 milliards), une contraction des avoirs extérieurs nets (-15,5% ; -281,5 milliards) et une hausse du crédit intérieur (+7,1% ; +204,5 milliards).

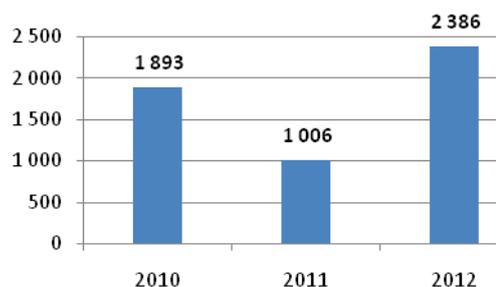
**Les avoirs extérieurs nets** se contractent de 281,5 milliards (-15,5%) pour s'établir à 1 521,4 milliards. Ce résultat est dû à la baisse, d'une part, des avoirs extérieurs de la Banque Centrale

**Graph 5: Evolution des exportations totales à fin mai (en milliards de FCFA)**



Source: Douanes/DCPE

**Graph 6: Evolution des importations totales en valeurs à fin mai (milliards de FCFA)**



Source: Douanes/DCPE

(-14,1% ; -231,4 milliards) et d'autre part, au recul des avoirs extérieurs des banques commerciales. Cette évolution pourrait s'expliquer notamment par le paiement du service de la dette publique extérieure et par le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire.

**Le stock de crédit intérieur** se situe à 3 080,4 milliards, en hausse de 204,5 milliards (+7,1%) du fait de la hausse des crédits à l'économie et de la Position nette du Gouvernement (PNG).

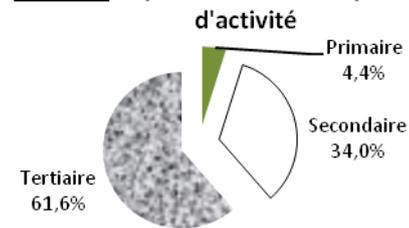
En effet, la *PNG* croît de 120,2 milliards (+14,6%) sous l'effet de l'émission des titres publics pour financer les projets d'investissement et pour faire face aux échéances et arriérés de la dette publique.

S'agissant du *financement de l'économie*, il augmente de 84,2 milliards (+4,1%) pour se situer à 2 137,5 milliards, du fait de toutes ses composantes, à l'exception des crédits de campagne qui recule de 19,6% (-23,6 milliards) compte tenu de l'absence des campagnes des cultures agricoles majeures. Cette hausse de crédit à l'économie s'explique par la disponibilité des institutions financières, à octroyer des prêts pour la relance effective des activités économiques, vu la nette amélioration du climat socio-politique.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire baisse de 1,7% pour ressortir à 4 518,6 milliards. Ce résultat est imputable à la baisse de la monnaie fiduciaire (-157,2 milliards ; -10,1%).

L'analyse de la structure des crédits déclarés à la centrale des risques, montre que le secteur tertiaire absorbe 61,6% des crédits accordés et reste le principal bénéficiaire du financement bancaire. Le secteur secondaire vient en deuxième position et bénéficie de 34,0% des crédits bancaires. Enfin, le secteur primaire reste le moins financé, ne bénéficiant que de 4,4% des prêts bancaires.

**Graph 7: Répartition du crédit par secteur**



Source: Centrale des risques de la BCEAO

## 9. Le marché boursier

Au cours du mois de juin 2012, l'activité sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) s'est inscrite en hausse sur l'ensemble de ses compartiments, par rapport à fin décembre 2011. Ce dynamisme a pu s'observer sur l'ensemble des mois précédents. En effet, la BRVM a clôturé la dernière séance de cotation du mois de juin en hausse par rapport au mois précédent. L'indice BRVM 10 a augmenté de 2,7% en passant de 165,19 à 169,72 points. L'indice BRVM Composite pour sa part, s'est affiché à 148,18 contre 144,59 points précédemment, soit une hausse de 2,5%. Le marché a été entraîné essentiellement par la hausse du cours de l'action BERNABE CI (32,35%) tandis que le titre SAPH CI affiche une baisse de 13,04%.

La capitalisation totale du marché est ressortie à 4 190,0 milliards en juin 2012 contre 4 100,4 milliards un mois auparavant, soit une augmentation de 2,2%. Cette évolution est essentiellement induite par une progression de 2,7%, en rythme mensuel, de la capitalisation du marché des actions et une évolution de 0,1% de celle du marché obligataire.

La valeur totale des transactions enregistrées en juin 2012 s'établit à 7,39 milliards de FCFA pour 1 449 067 titres échangés contre 9,95 milliards de FCFA pour 4 138 554 titres traités au mois de mai 2012. Les titres les plus actifs ont été en volume ECOBANK

TRANSNATIONAL INCORPORATED TG avec 1 169 204 titres transigés et en valeur SONATEL SN qui totalise 2,22 milliards de FCFA de capitaux échangés

## CONCLUSION

**Au total**, les six premiers mois de l'année 2012 sont marqués par une évolution favorable de l'activité économique nationale, portée par les mesures de relance mise en œuvre par le Gouvernement.

Les secteurs secondaire et tertiaire, profondément impactées par la crise postélectorale en 2011, ont repris et enregistrent une hausse d'activité par rapport à fin juin 2010.

Quant au secteur primaire, il se maintient en dépit de la contraction des productions cacaoyère (-11,0%) et pétrolière (-9,0%) qui restent en ligne avec les replis respectifs prévus dans le cadrage macroéconomique pour l'année 2012.

Les réalisations à fin juin confortent la prévision du taux de croissance de 8,1% pour l'année 2012.